



Délai référendaire: 4 juillet 2024

Loi fédérale sur les résidences secondaires (LRS)

Modification du 15 mars 2024

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu le rapport de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire
et de l'énergie du Conseil national du 24 avril 2023¹,
vu l'avis du Conseil fédéral du 16 août 2023²,

arrête:

I

La loi fédérale du 20 mars 2015 sur les résidences secondaires³ est modifiée comme
suit:

Art. 11, al. 2, 3 et 4

² De tels logements peuvent être rénovés, transformés ainsi que démolis et reconstruits
sans que des restrictions d'utilisation selon l'art. 7, al. 1, doivent être imposées. À
l'intérieur des zones à bâtir, la surface utile principale peut être augmentée de 30 %
au maximum de la surface utile principale existante au 11 mars 2012. Dans ce cadre,
des logements et des bâtiments supplémentaires peuvent être créés.

³ Lorsque l'agrandissement d'un logement existant dépasse le plafond fixé à l'al. 2,
2^e phrase, il est autorisé pour autant que le logement soit déclaré en tant que résidence
principale au sens de l'art. 7, al. 1, let. a, ou en tant que logement affecté à l'héberge-
ment touristique au sens de l'art. 7, al. 1, let. b, en relation avec l'art. 7, al. 2, let. a
ou b, et que les conditions d'autorisation y relatives soient remplies. L'autorité com-
pétente pour les autorisations de construire assortit son autorisation d'une restriction
d'utilisation correspondante et, immédiatement après l'entrée en force de l'autorisa-

¹ FF 2023 1480

² FF 2023 2025

³ RS 702

tion de construire, ordonne à l'office du registre foncier de mentionner au registre la restriction d'utilisation relative au bien-fonds concerné.

⁴ Les autres conditions du droit fédéral et du droit cantonal demeurent réservées. En dehors des zones à bâtir, l'admissibilité des modifications de la construction et de l'affectation est déterminée par les dispositions de la législation sur l'aménagement du territoire.

II

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Conseil national, 15 mars 2024

Le président: Eric Nussbaumer

Le secrétaire: Pierre-Hervé Freléchoz

Conseil des États, 15 mars 2024

La présidente: Eva Herzog

La secrétaire: Martina Buol

Date de publication: 26 mars 2024

Délai référendaire: 4 juillet 2024